



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Opportunités économiques

Choiseul Africa Summit à Cotonou les 26 et 27 février 2025

Choiseul Africa, plateforme de référence pour la coopération économique entre l'Afrique et l'Europe, organisera la prochaine édition du Choiseul ... • (Page 06)

Streaming

Netflix dépasse les attentes et les 300 millions d'abonnés
Netflix a annoncé avoir dépassé les 300 millions d'abonnés fin 2024, avec un chiffre d'affaires trimestriel ... • (Page 08)

Digitalisation, environnement, formation professionnelle ... • (Pages 03)

Nouveaux financements du Luxembourg au Togo



Togo / Relation Etat - secteur privé • (Pages 04)

Le Comité régional de concertation de la Kara installé

Services publics digitalisés

400.000 demandes traitées au Togo en 2024

En 2024, le portail national des services publics du Togo a traité plus de 400 000 demandes, soit une multiplication par quatre par rapport à l'année précédente. ... • (Page 02)

Grand Lomé

Un partenariat avec la Hongrie pour améliorer l'assainissement

Le Togo et la Hongrie unissent leurs efforts pour un meilleur assainissement du Grand Lomé grâce à un protocole d'accord signé ... • (Pages 04)

Togo

Compte rendu du Conseil des ministres du 22 janvier 2025

Le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 22 janvier 2025, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a ... • (Page 05)

Assistance alimentaire

La Chine offre un 1er lot de 471 tonnes de riz au Togo

Le Togo a réceptionné, le jeudi 23 janvier à la direction régionale Maritime de l'Agence nationale de la sécurité alimentaire du Togo (ANSAT) de Lomé, un 1er lot ... • (Page 11)



L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique Togolais

Visitez notre site Web à l'adresse :

leconomistedutogo.tg

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...



TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS

Services publics digitalisés

400.000 demandes traitées au Togo en 2024

En 2024, le portail national des services publics du Togo a traité plus de 400 000 demandes, soit une multiplication par quatre par rapport à l'année précédente. Avec plus de 60 nouveaux services ajoutés, la plateforme poursuit sa mission de modernisation et d'accessibilité.

• Wilson Lawson

Lancé en 2022, le portail national des services publics continue de transformer l'accès des citoyens aux démarches administratives au Togo. L'année 2024 a marqué un tournant avec 400 000 demandes traitées, contre seulement 100 000 en 2023. Cette croissance spectaculaire repose sur l'ajout de plus de 60 nouveaux services en collaboration avec plusieurs ministères et l'Agence Togo Digital (ATD). Ces services, couvrant des domaines aussi divers que la justice, la citoyenneté, le commerce, la sécurité, l'énergie et l'environnement, ont permis d'accélérer les procédures administratives et d'améliorer la transparence des démarches. Pour 2025, le gouvernement ambitionne de renforcer cette dynamique en élargissant encore davantage l'éventail des services disponibles et en simplifiant l'accès pour les citoyens, notamment à travers le paiement digital, déjà intégré à certaines démarches.

Transformation des services publics

La digitalisation des services



publics au Togo illustre une volonté affirmée de moderniser l'administration tout en rapprochant les citoyens des services étatiques. Cette initiative traduit une triple ambition : accélérer les processus administratifs : Grâce à la réduction des délais et des formalités, renforcer la transparence : En limitant les interventions physiques, souvent sources de dysfonctionnements, améliorer l'accessibilité : En rendant les démarches réalisables à distance pour tous les citoyens, quelle que soit leur localisation. Le quadruplement des demandes traitées témoigne de l'adoption rapide de cette plateforme par les usagers, signe que la transformation numérique répond à

un besoin réel et croissant. Cette avancée s'inscrit dans la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025, qui place la modernisation de l'administration parmi ses axes prioritaires. Depuis son lancement, le portail national des services publics s'est imposé comme un levier clé pour accompagner la transition numérique du pays. Le partenariat entre l'État et l'Agence Togo Digital a permis une intégration progressive des démarches de plusieurs ministères, traduisant une approche concertée et inclusive. Cette stratégie vise à renforcer la compétitivité économique du Togo tout en facilitant la vie quotidienne des citoyens. Alors que l'année 2025 débute, le Togo confirme son engagement à faire de la digitalisation un moteur de sa transformation socio-économique. Avec l'ajout de nouveaux services et l'amélioration continue de la plateforme, le pays s'oriente vers une administration plus efficace, transparente et accessible.

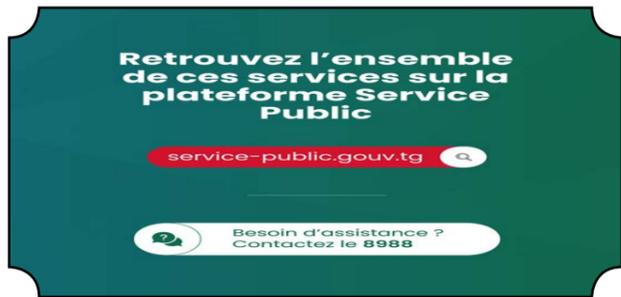


Image du jour



• Les équipes de BSIC-Togo S.A. réunies pour la retraite de stratégie 2025 placée sous le signe de l'innovation et de la performance.

AUX DECIDEURS ...

Un modèle de développement pour le Togo moderne

Le 16 janvier 2025 restera gravé dans la mémoire collective de Sokodé. Ce jour-là, la ville a franchi une étape importante de son développement avec l'inauguration de son nouveau marché central et le lancement des travaux de la voie de contournement. Ces deux projets, d'une importance capitale, illustrent la détermination du gouvernement togolais à transformer l'économie et les infrastructures du pays pour un avenir plus inclusif et prospère.

L'inauguration du marché central de Sokodé, un ouvrage moderne financé par l'État togolais avec le soutien de l'Allemagne à travers la KfW, est bien plus qu'une simple remise d'infrastructure. C'est un véritable levier pour l'économie locale, en particulier pour les femmes entrepreneures qui représentent une part significative de l'activité commerciale de la région. Ce marché, avec ses 36 boutiques et 508 espaces de vente, est un espace de développement, un catalyseur pour l'entrepreneuriat et un moteur de la croissance régionale. À travers cette réalisation, le gouvernement ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats de la population ; il œuvre pour un développement durable et inclusif, en intégrant les femmes dans le tissu économique local.

Mais cette dynamique ne s'arrête pas là. Le lancement des travaux de la voie de contournement de Sokodé, un projet ambitieux de 24,5 milliards de francs CFA financé en partie par le Japon via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), est une réponse à un défi majeur pour la ville. Envisagé pour désengorger le trafic et fluidifier les échanges commerciaux, ce projet va non seulement faciliter la circulation des biens et des personnes, mais aussi renforcer la sécurité routière et favoriser un développement économique plus équilibré dans la région. Avec ses deux tronçons bitumés, la nouvelle voie sera un atout majeur pour le désenclavement de Sokodé et son ouverture sur le reste du pays, contribuant ainsi à une meilleure intégration de la région dans le tissu économique national et international.

Ces deux projets, qui s'inscrivent dans la Feuille de route Togo 2025, ne sont pas seulement des réalisations techniques ; ils incarnent la vision du Président Faure Essozimna Gnassingbé d'un Togo moderne, inclusif et économiquement compétitif. Grâce à des partenariats stratégiques avec des pays comme l'Allemagne et le Japon, ces infrastructures sont le fruit d'une coopération internationale fructueuse, essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable du pays. Le Togo est sur la voie d'une transformation profonde, avec une attention particulière portée aux collectivités locales, à leur développement et à leur autonomie.

En mettant l'accent sur la modernisation des infrastructures, le gouvernement togolais montre son engagement à accélérer le développement du pays, notamment par la décentralisation et l'amélioration des conditions de vie des populations. Les projets comme le marché central et la voie de contournement sont des pierres angulaires de cette vision. Ils symbolisent un Togo qui avance, un Togo qui évolue vers un futur où les infrastructures modernes ne sont plus un luxe, mais un besoin impérieux pour stimuler l'économie et améliorer la qualité de vie des citoyens.

L'enjeu ne se limite pas à la mise en œuvre de ces projets. Il s'agit aussi de garantir leur pérennité et leur impact sur la vie quotidienne des Togolais. À Sokodé, comme dans toutes les autres régions du pays, l'accompagnement des populations, la gestion durable des infrastructures et le suivi des projets doivent être des priorités pour maximiser les retombées économiques et sociales.

Au-delà des infrastructures, ces réalisations envoient un message fort : celui d'un Togo en marche vers la modernité, où chaque infrastructure, chaque projet, chaque initiative participe à la construction d'une nation plus forte, plus unie et plus prospère. Sokodé, avec ses nouveaux équipements, incarne cette vision d'un développement harmonieux et équilibré. Le chemin est tracé, il ne reste plus qu'à le suivre avec détermination et ambition.

M.T

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Digitalisation, environnement, formation professionnelle ...

Nouveaux financements du Luxembourg au Togo

En visite au Togo du 19 au 25 janvier 2025, une délégation luxembourgeoise a annoncé des financements supplémentaires pour des projets en matière de digitalisation, d'environnement et de formation professionnelle.

• Joël Yanclo

Le 21 janvier 2025, Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre et Secrétaire général de la Présidence de la République du Togo, a eu une séance de travail avec une délégation luxembourgeoise conduite par M. Claude Jentgen, coordinateur de la coopération bilatérale au ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg. Cette mission s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, établies à travers un partenariat mutuellement bénéfique. À cette occasion, la délégation luxembourgeoise a annoncé un financement additionnel de 11,8 millions d'euros (7,735 milliards FCFA) pour deux projets stratégiques en cours à savoir le Projet de transformation digitale de l'économie togolaise (PRODIGIT), doté de 8,8 millions d'euros, pour promouvoir la digitalisation et le Projet de reconstitution des paysages forestiers et de bonne gouvernance dans le secteur forestier (Forests4Future), financé à hauteur de 3 millions d'euros pour soutenir la gestion durable des ressources naturelles. Aussi, des financements supplémentaires estimés à 65,5 millions d'euros (42,96 milliards FCFA) sont attendus pour des projets en préparation, incluant la réhabilitation d'infrastructures à l'École Polytechnique de Lomé, l'appui à la formation professionnelle pour améliorer la qualité et la sécurité des soins à l'Université de Lomé, le développement d'un Centre Africain de Cyber Défense, la promotion d'une gestion durable des ressources naturelles. Le renforcement de la coopération entre le Togo et le Luxembourg constitue une



opportunité stratégique pour l'économie togolaise. Les financements annoncés, orientés vers des secteurs comme la digitalisation, l'environnement, l'éducation et la formation professionnelle, répondent aux besoins prioritaires de transformation structurelle du pays.

Transformation digitale et l'économie numérique

En promouvant l'adoption des technologies numériques, le Projet de transformation digitale de l'économie togolaise (PRODIGIT) permettra d'améliorer la compétitivité des entreprises locales, d'attirer davantage d'investissements étrangers,

et de stimuler l'entrepreneuriat dans des secteurs innovants tels que les fintechs et les startups technologiques. À long terme, cette transformation digitale contribuera à accroître la productivité et à diversifier l'économie, tout en créant des emplois qualifiés pour les jeunes.

Durabilité environnementale

Le Projet Forests4Future vise à renforcer la gestion durable des ressources naturelles. Son financement devra permettre de relever les défis environnementaux, notamment la déforestation et le changement climatique, pèsent sur les écosystèmes et les moyens de subsistance.

La préservation des paysages forestiers est non seulement essentielle pour protéger la biodiversité, mais elle soutient également l'économie locale grâce aux activités liées à l'agroforesterie et à l'écotourisme, tout en contribuant à la lutte contre les émissions de carbone.

Capital humain et infrastructures

Les projets prévus dans le cadre de la coopération bilatérale directe, notamment la réhabilitation des infrastructures à l'École Polytechnique de Lomé et le projet de formation professionnelle pour l'Université de Lomé, montrent l'accent mis sur le capital humain. Ces initia-

tives amélioreront l'offre éducative et favoriseront la formation de compétences adaptées aux besoins du marché, en particulier dans les domaines techniques et technologiques. Cela permettra d'accroître l'employabilité des jeunes et de renforcer la compétitivité globale de l'économie togolaise.

Effets multiplicateurs



des financements

Les 65,5 millions d'euros supplémentaires attendus devraient jouer un rôle catalyseur dans l'économie togolaise. En investissant dans des secteurs stratégiques, ces financements peuvent générer des effets multiplicateurs importants, notamment en stimulant la demande locale, en renforçant les chaînes de valeur et en attirant d'autres partenaires internationaux grâce à une meilleure gouvernance et à des projets bien structurés. Le Luxembourg, bien que petit pays européen, est un acteur majeur en matière de finance internationale. Ce partenariat peut faciliter l'accès du Togo à des marchés financiers plus importants et promouvoir des investissements directs étrangers. En outre, les dons luxembourgeois, en réduisant les charges de remboursement, allègent les contraintes budgétaires du Togo, permettant une meilleure allocation des ressources publiques. Les relations entre le Togo et le Luxembourg se sont intensifiées depuis la signature d'une lettre d'entente le 28 mars 2024, suivie



d'un Accord général de coopération signé en septembre 2024 en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce cadre formel a permis de définir des priorités communes et de lancer des projets structurants dans divers domaines, consolidant ainsi un partenariat durable et prometteur.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	291,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Togo / Relation Etat - secteur privé

Le Comité régional de concertation de la Kara installé

Le gouvernement togolais a procédé le jeudi 23 janvier 2025 au lancement de l'antenne régionale du Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) à Kara. L'initiative vise à renforcer le dialogue public-privé et à promouvoir un développement économique inclusif dans la région.

● Joël Yanclou

Sous la présidence du ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, le Comité Régional de Concertation de Kara a été officiellement installé avec pour objectif d'instaurer un dialogue permanent entre les acteurs publics et privés, tout en répondant aux spécificités économiques locales. Le comité jouera plusieurs rôles, notamment, collecter et traiter les préoccupations des entreprises régionales pour leur apporter des solutions concrètes ; relayer les initiatives gouvernementales auprès des acteurs économiques locaux ; créer une culture de dialogue en facilitant la collaboration entre les parties prenantes. Le gouverneur de la région de Kara a, quant à lui, insisté sur l'importance de cette plateforme pour lever les obstacles au développement économique, soutenir l'innovation et mobiliser les acteurs régionaux face aux défis économiques et sociaux.

Décentralisation économique

Le lancement de ce comité



régional ouvre une nouvelle ère dans la stratégie de développement territorial du Togo. Il reflète la volonté des autorités de renforcer l'équité territoriale en rapprochant l'administration des réalités locales ; favoriser la compétitivité régionale, en permettant aux entreprises de Kara de mieux s'intégrer dans l'économie nationale et internationale ; soutenir un développement durable, en intégrant les besoins et les initiatives locales dans les politiques publiques. En encourageant le dialogue public-privé à l'échelle régionale, le Togo renforce les fondations de son économie en misant sur une collaboration étroite entre les administrations et le secteur privé. Cette approche est également en ligne avec la volonté du pays de devenir un modèle de

gouvernance économique inclusive en Afrique de l'Ouest.

Encourager le dialogue public-privé

La création des comités régionaux s'inscrit dans la vision du gouvernement togolais, exprimée dans la Feuille de Route 2020-2025. Celle-ci prône une réduction des disparités régionales et un partenariat renforcé avec le secteur privé pour stimuler la croissance économique. Le CCESP, établi en 2017, constitue le socle de cette vision. Il comprend trois niveaux : le conseil de concertation, présidé par le Premier ministre, qui définit les grandes orientations ; le comité technique, dirigé par le ministre de l'Économie et des Finances, qui supervise la mise en œuvre des décisions ; le secrétariat exécutif, qui assure la coordination et le suivi technique. Les comités régionaux, tels que celui de Kara, servent d'extension locale de ce cadre national. Ils regroupent divers acteurs : gouverneurs, préfets, élus locaux, représentants de l'administration publique et entrepreneurs. Avec cette initiative, le Togo se positionne comme un exemple en matière de gouvernance économique participative, visant à intégrer pleinement les territoires dans la dynamique de transformation nationale.



Grand Lomé

Un partenariat avec la Hongrie pour améliorer l'assainissement

Le Togo et la Hongrie unissent leurs efforts pour un meilleur assainissement du Grand Lomé grâce à un protocole d'accord signé avec la société hongroise PURECO.

● Joël Yanclou

Le projet prévoit la construction de deux stations modernes de traitement des boues de vidange pour améliorer le cadre de vie des populations. Le 22 janvier 2025 le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement et le Ministère de l'Économie et des Finances ont signé un Mémoire d'Entente (MoU) avec la société hongroise PURECO, spécialisée dans les solutions innovantes en matière d'eau et d'assainissement. Le partenariat prévoit la construction de deux stations de traitement des boues de vidange dans les zones d'Aképé et Djangblé, en conformité avec le Plan Directeur d'Assainissement du Grand Lomé. Ces installations modernes viseront à répondre aux besoins croissants de gestion des déchets liquides, tout en réduisant les impacts environnementaux négatifs. Les localisations finales des infrastructures seront validées à l'issue des études techniques prévues dans le cadre de cet accord. Une fois opérationnelles, ces stations joueront un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé publique, en garantissant une gestion efficace des déchets sanitaires et en réduisant les risques de contamination.

Un levier pour le développement durable

Le projet s'inscrit dans les priorités nationales de développement durable et d'amélioration des conditions de vie. En permettant une gestion efficace



des boues de vidange, ces infrastructures contribueront à protéger la santé publique à travers une meilleure gestion des déchets liquides réduit les risques de maladies liées à l'eau et à l'assainissement, améliorer l'environnement grâce à la réduction de la pollution due aux boues mal gérées participe à la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes, promouvoir la durabilité en adoptant des technologies modernes, le Togo affirme son engagement en faveur de solutions durables, tout en attirant des investisseurs étrangers comme la Hongrie. Le partenariat prend également en compte la capacité du Togo à établir des collaborations internationales stratégiques, renforçant ainsi son image sur la scène globale en matière de gestion de l'environnement et d'innovation technologique.

Un besoin pressant d'amélioration des infrastructures d'assainissement

Le Grand Lomé, avec sa croissance démographique rapide, fait face à des défis importants en matière de

gestion des déchets liquides. L'insuffisance des infrastructures d'assainissement expose les populations à des risques sanitaires majeurs, tout en impactant négativement l'environnement. Le Plan Directeur d'Assainissement du Grand Lomé, qui constitue la feuille de route pour remédier à cette situation, recommande des investissements dans des infrastructures modernes et adaptées. La collaboration avec PURECO, société hongroise reconnue pour son expertise, s'inscrit dans cette dynamique. Cet accord intervient également dans un contexte où le Togo cherche à renforcer ses partenariats internationaux pour soutenir son développement. Il illustre une approche proactive du gouvernement visant à conjuguer financements étrangers et solutions technologiques avancées pour relever les défis de l'assainissement urbain. Avec ce nouveau projet, le Togo confirme sa volonté de bâtir des infrastructures modernes au service de ses citoyens et de garantir un environnement plus sain pour les générations futures.

Togo

Neuf nouveaux préfets nommés

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a officiellement nommé par décrets le mercredi 22 janvier de nouveaux préfets. Les préfets sont les représentants du pouvoir exécutif central.


RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Nominations

Lomé, le 22 janvier 2025

Par décret du **Président de la République**, sont nommés :

- Monsieur **OURO-GOUROUNGOU Horoumila**, préfet de **Tône** ;
- Colonel **BONFO Faré**, préfet de la **Kozah** ;
- Monsieur **TCHIMBIANDJA Yendoukoa**, préfet de **Tchaoudjo** ;
- Monsieur **EKPE Kodjo Agbeko Noël**, préfet de l'**Ogou** ;
- Monsieur **GADEWA Mawouna**, préfet de **Zio** ;
- Monsieur **TINAKA Wediabalou Kossi**, préfet d'**Agoè-Nyivé** ;
- Monsieur **AGBODAN Kossivi**, préfet du **Golfe** ;
- Lieutenant-colonel **ASSIAH Hodabalou**, préfet de **Bassar** ;
- Monsieur **TOYI Kokou**, préfet de l'**Akebou**.

 @presidencetg
www.presidence.gouv.tg

Togo

Compte rendu du Conseil des ministres du 22 janvier 2025

Le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 22 janvier 2025, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné un projet de loi et adopté deux décrets. Il a écouté une communication et abordé des points de divers. Plusieurs décrets de nominations ont été pris à l'issue des travaux.

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU 22 JANVIER 2025



Le Conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 22 janvier 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

Le Conseil des ministres a examiné un (01) projet de loi et adopté deux (02) décrets. Il a écouté une (01) communication et abordé des points de divers.

I-Au titre du projet de loi,

Le Conseil des ministres a examiné en première lecture le projet de loi portant organisation de la concurrence et de la protection des consommateurs au Togo.

La réglementation et la régulation du marché togolais, après la loi du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence, enregistrent de multiples évolutions, notamment au niveau des règles communautaires de la concurrence et de leurs modalités d'application.

Membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), notre pays a ratifié le protocole portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Il est donc nécessaire de mettre à jour le cadre normatif national en matière de concurrence, pour qu'il permette de contrôler les pratiques des entreprises tout en assurant efficacement la protection des consommateurs.

Ce faisant, notre pays veillera toujours à la préservation du tissu entrepreneurial et de la production au niveau national, en garantissant un cadre de croissance optimal aux entreprises togolaises.

Le texte examiné en première lecture va intégrer ces différents impératifs dans la définition d'une législation permettant l'ouverture, la compétitivité et la libre concurrence du marché.

II-Au titre des décrets,

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le

décret relatif à la coopération entre la Commission de l'UEMOA et les structures nationales de concurrence.

La coopération entre la Commission de l'UEMOA et les structures nationales de concurrence des États membres pour l'application des articles du Traité de l'UEMOA se rapportant à cette matière vise à renforcer la compétitivité des activités économiques et financières dans les États, dans un cadre juridique rationalisé et harmonisé.

Le texte adopté permet d'opérer la transposition de la directive communautaire du 23 mai 2002 relative à la coopération entre la Commission de l'UEMOA et les structures nationales de concurrence des États membres.

Il tient compte des réalités nationales, notamment le développement d'un secteur privé national compétitif, capable de contribuer aux projets de développement ; et contribue généralement à renforcer le cadre des activités économiques et financières à travers l'amélioration du climat des affaires, avec pour corollaire une attractivité accrue aux investissements étrangers.

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le décret autorisant la signature du contrat de partenariat public-privé relatif au projet de développement d'un centre de services et de formation agricole à Tindjassi dans la région centrale.

Le gouvernement a conçu un projet de développement d'un centre de services et de formation agricole, destiné à rehausser le niveau de développement et de modernisation de l'écosystème agricole, ainsi que le développement de l'écosystème de formation aux métiers de l'agriculture.

Conçu pour être mis en œuvre dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé avec la société Planet One Agro Ventures Togo, ce projet va permettre de moderniser l'offre de formation et de services dans le secteur de l'agriculture, avec la conception, la construction, la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements, le développement des curricula, la formation des formateurs et l'assistance technique.

Prévu pour être implanté sur un site pilote situé à Tindjassi dans la préfecture de Mô où l'activité agricole tient une place prépondérante, le centre de services et de formation agricole intègre les dimensions de préservation de l'environnement, d'adaptation aux changements climatiques et de gestion.

Ce projet s'inscrit dans la politique nationale de désenclave-

ment des zones de forte production agricole et de promotion d'un développement rural intégré, avec un impact attendu sur la sécurité, le transport, et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes.

Autrefois confrontée à des difficultés d'accès, la très fertile plaine de Mô bénéficie de la mise en œuvre de plusieurs projets visant à développer l'économie locale, à accroître les échanges avec les autres localités du pays et réduire les déséquilibres régionaux.

Le centre de services et de formation agricole de Tindjassi va fonctionner en synergie avec le réseau des instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD) et l'agropole de Kara, pour accroître les performances de cet écosystème au service d'une transformation profonde de l'agriculture dans notre pays.

III-Au titre des communications,

Le Conseil des ministres a écouté une communication du ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, relative à la participation du Togo à l'exposition universelle Osaka 2025, qui se tient au Japon, du 13 avril au 13 octobre 2025 sur le thème général « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain ». Les expositions universelles sont des plateformes internationales offrant aux pays participants une visibilité mondiale et une vitrine stratégique.

Pour notre pays, qui vise à consolider son positionnement comme destination d'investissements attractive, la participation à une exposition universelle est un tremplin de choix pour promouvoir les produits et services sur de nouveaux marchés, pour faire découvrir notre riche patrimoine culturel et naturel, pour renforcer les partenariats économiques et pour établir des collaborations internationales en vue de projets communs.

Pour sa 6ème participation à une exposition universelle, le Togo s'est inscrit dans la section « Sauver des vies », avec un exposé thématique sur la « politique d'inclusion et de protection sociale pour une croissance économique forte ».

La journée économique est prévue pour le 19 août, et la journée nationale du Togo le 21 août 2025.

IV-En divers,

Le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière a rendu compte au Conseil des ministres de l'organisation d'activités dans le cadre de la commémoration du 20ème anniversaire du décès du Président Gnassingbé Eyadéma.

Le Conseil a invité tous les citoyens togolais à faire de ces moments de commémoration, qui couvrent toute l'année 2025 avec des activités dans plusieurs localités sur l'ensemble du territoire national, une occasion de faire revivre et de préserver les valeurs que feu Gnassingbé Eyadéma a portées sa vie durant : la paix, le dialogue et la réconciliation ; la cohésion nationale, la solidarité et la sécurité.

Plusieurs décrets de nominations ont été pris à l'issue du Conseil des ministres.

Fait à Lomé, le 22 janvier 2025
Le Conseil des ministres

Opportunités économiques

Choiseul Africa Summit à Cotonou les 26 et 27 février 2025

Choiseul Africa, plateforme de référence pour la coopération économique entre l'Afrique et l'Europe, organisera la prochaine édition du Choiseul Africa Summit à Cotonou, au Bénin, les 26 et 27 février 2025 avec le soutien actif du Gouvernement de la République du Bénin.

● Joël Yanclou

Événement unique, Choiseul Africa Summit réunira 350 décideurs économiques et personnalités de premier plan autour de thématiques clés pour la croissance économique et la coopération stratégique en Afrique de l'Ouest. Avec plus de 10 années d'expertise à son actif, Choiseul Africa contribue à la valorisation des pôles économiques attractifs sur le continent africain. Le Bénin, qui connaît une transformation remarquable, s'impose aujourd'hui comme un hub attractif pour les investisseurs et un acteur clé du commerce régional. Dans le communiqué de presse annonçant l'événement, Pascal LOROT, Président de Choiseul Africa, déclare que « le Bénin incarne aujourd'hui une Afrique ambitieuse et résolument tournée vers l'avenir. Par sa stabilité, ses infrastructures modernes et son positionnement stratégique, il se présente comme un marché d'opportunités et de savoir-faire, et un carrefour incontournable pour les échanges économiques régionaux. Organiser le Choiseul Africa Summit à Cotonou, c'est reconnaître le rôle central que joue le Bénin dans la



dynamique de croissance et de coopération en Afrique de l'Ouest. » quant à Romuald WADAGNI, Ministre d'État, Ministre de l'Économie et des Finances de la République du Bénin, il dira qu'« accueillir le Choiseul Africa Summit à Cotonou est une formidable opportunité pour mettre en lumière notre vision d'un développement inclusif et durable. Le Bénin, au cœur des échanges régionaux et internationaux, se positionne comme un moteur de croissance grâce à ses réformes et ses partenariats stratégiques. Ce sommet sera l'occasion de partager notre ambition et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération. »

Une vision audacieuse pour l'avenir

Ce sommet s'inscrit dans une dynamique de transformation portée par le Gouvernement béninois, qui mise sur des infrastructures de classe mondiale et des initiatives économiques innovantes pour

redéfinir les paradigmes de croissance. Cet événement s'articulera autour d'un objectif commun : « Accélérer l'intégration économique régionale : mobiliser les compétences et les investissements pour un avenir durable ». En créant des ponts entre le secteur privé, les institutions publiques et les acteurs internationaux, le Choiseul Africa Summit vise à apporter des solutions concrètes pour relever les défis contemporains de l'Afrique de l'Ouest et saisir les nombreuses opportunités de son marché. Des plénières interactives, des tables rondes stratégiques et des sessions de networking ciblées rythmeront ces deux journées, offrant aux participants un espace privilégié pour développer des collaborations à forte valeur ajoutée. L'objectif est clair : catalyser des initiatives économiques et promouvoir une croissance inclusive et durable.

Premier semestre 2025

Le Nigeria veut acquérir 2000 nouveaux tracteurs

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB. Le pays qui souhaite augmenter sa production agricole et réduire sa dépendance aux importations de denrées alimentaires doit relever de nombreux défis dont la faiblesse de la mécanisation agricole.

Au Nigeria, le Fonds national de développement agricole (NADF) vient de signer un accord avec l'entreprise AGCOMS International Trading Limited, un fournisseur de machines agricoles, pour l'acquisition de 2000 tracteurs agricoles produits par la firme américaine John Deere. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le vendredi 10 janvier sur la page X du NADF. Selon les informations relayées par le média local The Nation, cette opération mobilise un investissement de 70 millions \$. D'après Mohammed Ibrahim, directeur général du NADF, ces équipements devraient être déployés au profit des agriculteurs entre le premier et le deuxième trimestre de l'année 2025, avant le début de la saison des pluies.



« Il s'agit de l'un des quatre programmes de mécanisation mis en place sous l'administration du président Bola Ahmed Tinubu. Nous voulons obtenir un rendement élevé et voir une augmentation de nos récoltes agricoles », a déclaré pour sa part Abubakar Kyari, ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire. Plus largement, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie du gouvernement qui souhaite déployer

10 000 tracteurs pour renforcer la mécanisation agricole dans le pays au cours des 5 prochaines années. Selon les données officielles, la puissance mécanique utilisée dans le secteur agricole au Nigeria est évaluée à 0,027 cheval-vapeur par hectare, ce qui est encore très loin de la recommandation de 1,5 cheval-vapeur par hectare de la FAO.

Avec Agence Ecofin

Migration et de développement

La BAD et l'OIM renforcent leur collaboration

La vice-présidente principale du Groupe de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin-Olugbade, a rencontré, mardi 14 janvier 2025, Amy Pope, directrice générale de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Leurs échanges ont porté sur une collaboration plus étroite entre les deux institutions sur la migration et le développement en Afrique.

● Nicole Esso

La réunion, qui s'est tenue au siège du Groupe de la Banque à Abidjan, a permis d'explorer la possibilité d'un partenariat formel entre les deux institutions en s'appuyant sur des collaborations antérieures réussies, notamment la production d'un rapport conjoint en 2023 sur la migration et le développement en Afrique. La vice-présidente principale du Groupe de la Banque a loué la qualité des relations entre la Banque et l'agence des Nations unies. « Nous entretenons déjà une relation riche et productive avec l'OIM. Alors que nous discutons d'un potentiel accord formel, nous souhaitons adopter une approche plus ciblée et concrète, en utilisant pleinement nos forces combinées pour montrer qu'une migration bien gérée peut profiter à toutes les parties concernées », a-t-elle souligné. « Notre objectif en collaborant plus étroitement avec la Banque africaine de développement est d'aller au-delà de la simple réponse aux migrations », a déclaré la directrice générale de l'OIM. « Nous voulons travailler ensemble pour garantir que les personnes puissent se déplacer en toute sécurité et dans la dignité, ce qui leur permettra de participer à leur propre solution de développement et au progrès de leur pays », a ajouté Mme Pope. Cette possibilité de collaboration



plus étroite intervient alors que les pays africains sont confrontés aux impacts croissants du changement climatique et à l'accroissement rapide de la population jeune, deux facteurs susceptibles de façonner les tendances migratoires. La migration à travers l'Atlantique, par exemple, a augmenté de 150 % au cours des dernières années, a indiqué Mme Lopez-Ekra. En combinant l'expertise de l'OIM en matière de migration avec la capacité du Groupe de la Banque à mobiliser des financements et des ressources, l'institution financière serait en mesure de relever ces défis interdépendants plus efficacement. « Nous finançons de nombreux projets dans le domaine des infrastructures et de l'intégration régionale. La perspective que nous apporte l'OIM nous aide à créer des projets dont les résultats sont encore plus probants qu'ils ne le seraient sans cette collaboration », a déclaré Mme Akin-Olugbade. Les discussions ont également porté sur la nécessité de prendre en compte le changement climatique comme facteur clé de la migration lors de la

planification des projets. Les deux dirigeantes ont également évoqué les avantages et les inconvénients associés à la migration des travailleurs qualifiés en quête d'opportunités. La vice-présidente principale de la Banque, et la directrice générale de l'OIM, se sont accordées sur le fait qu'une collaboration plus étroite devrait être axée sur le partage des connaissances et des données, la conduite de recherches conjointes sur les politiques et la conception de projets qui s'attaquent aux causes profondes de la migration, en particulier le changement climatique et les insuffisances en matière de création d'emplois. Outre la vice-présidente principale, le Groupe de la Banque africaine de développement était représenté par Catherine Baumont-Keita, directrice du Bureau de la vice-présidente principale et chargée du Département des opérations de gestion, Gauthier Bourlard, directeur et conseiller spécial du président de la Banque, Oscar Pitti Rivera, conseiller principal aux opérations et d'autres membres du personnel.

Côte d'Ivoire

Croissance modeste de la production cotonnière en 2024/2025

En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est le 4ème producteur de coton après le Mali, le Bénin et le Burkina Faso. Alors que la campagne cotonnière 2024/2025 approche de son terme, les prévisions de récolte permettent d'avoir une image plus claire des performances du secteur.

En Côte d'Ivoire, la récolte de coton graine est attendue à 351 764 tonnes pour la campagne cotonnière 2024/2025. C'est ce qu'indiquent les dernières prévisions formulées par le Programme régional de production intégré du coton en Afrique (PR-PICA) dans son bulletin d'information publié le 8 janvier dernier. Le stock annoncé est en baisse de 4 % par rapport aux projections de 367 000 tonnes formulées en début de campagne par le gouvernement. Il traduit par ailleurs une légère hausse de 1,2 % par rapport à la campagne précédente (347 371



tonnes). Cette perspective de croissance d'une année sur l'autre s'explique par une amélioration de 11 % des rendements attendus à 984 kg par hectare en 2024/2025, en dépit d'une réduction des surfaces de culture observée cette année. Les données compilées par le PR-PICA indiquent en effet que les superficies consacrées au coton en Côte d'Ivoire ont chuté de 9 % pour s'établir à 357 267 hectares. À l'échelle régionale, la nation

ébournéenne est l'un des trois seuls pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest et centrale, avec le Bénin et le Sénégal, où la production cotonnière est attendue en hausse en 2024/2025. Dans son bulletin d'informations, le PR-PICA précise qu'une baisse est attendue dans les 5 autres pays qu'il regroupe, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Togo, le Cameroun et le Tchad. « La pluviométrie a été capricieuse avec une installation tardive dans l'ensemble des pays, suivie de poches de sécheresse et d'inondations par endroits.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 23 janvier 2025

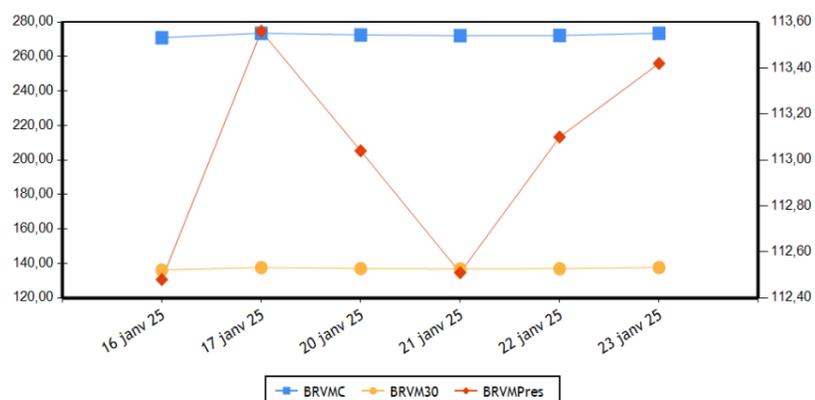
N° 16

BRVM COMPOSITE	273,50
Variation Jour	0,48 %
Variation annuelle	-0,91 %

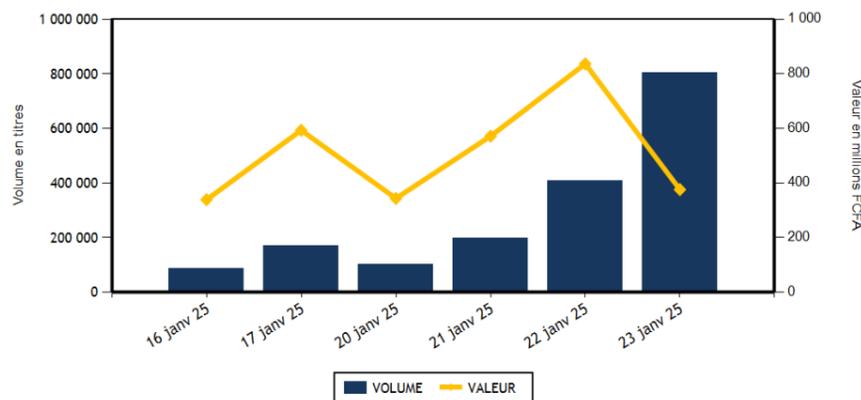
BRVM 30	137,62
Variation Jour	0,48 %
Variation annuelle	-0,81 %

BRVM PRESTIGE	113,42
Variation Jour	0,28 %
Variation annuelle	-1,24 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 084 378 319 112	1,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	793 308	107,22 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	287 282 183	-50,62 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	0,00 %
Nombre de titres en baisse	14	-6,67 %
Nombre de titres inchangés	16	14,29 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	7 400	7,01 %	-14,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	13 500	4,94 %	4,25 %
SOGB CI (SOGC)	4 490	2,05 %	-2,60 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	17 800	1,71 %	1,71 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	7 600	1,40 %	7,19 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 572 328 397 575	0,00 %
Volume échangé	9 360	-64,58 %
Valeur transigée (FCFA)	88 717 958	-65,12 %
Nombre de titres transigés	9	200,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 675	-7,44 %	-15,08 %
UNIWAX CI (UNXC)	380	-5,00 %	-7,32 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	700	-4,76 %	-9,68 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 730	-2,67 %	-5,31 %
SAFCA CI (SAFC)	800	-1,84 %	11,11 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	113,42	0,28 %	-1,24 %	14 383	136 620 870	10,29
BRVM-PRINCIPAL	37	133,96	0,19 %	-3,00 %	778 925	150 661 313	10,73

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	117,80	1,96 %	0,37 %	8 732	36 242 660	17,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	771,08	0,86 %	0,93 %	6 481	84 983 890	12,35
BRVM - FINANCES	15	98,09	-0,30 %	-3,60 %	756 836	102 867 543	6,31
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	0,00 %	-2,91 %	482	624 690	4,02
BRVM - AGRICULTURE	5	183,56	0,45 %	-6,86 %	13 324	39 339 665	13,87
BRVM - DISTRIBUTION	7	325,52	-0,67 %	-2,91 %	3 747	5 239 440	19,11
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	664,70	0,00 %	2,35 %	3 706	17 984 295	23,58

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	100,99	0,86 %	0,99 %	4 655	78 216 725	12,41
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	97,68	-0,12 %	-2,32 %	8 633	21 015 885	22,30
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	96,41	-0,30 %	-3,59 %	756 836	102 867 543	6,31
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	99,10	1,41 %	-0,90 %	16 222	62 007 175	18,31
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,37	-0,33 %	-1,63 %	1 567	2 321 900	6,61
BRVM - ENERGIE	4	95,96	0,23 %	-4,04 %	3 569	14 085 790	14,87
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	99,09	0,60 %	-0,91 %	1 826	6 767 165	10,55

Streaming

Netflix dépasse les attentes et les 300 millions d'abonnés

Netflix a annoncé avoir dépassé les 300 millions d'abonnés fin 2024, avec un chiffre d'affaires trimestriel et un bénéfice net supérieurs aux attentes.

Netflix a de nouveau dépassé les attentes avec près de 19 millions de nouveaux abonnements gagnés pendant le quatrième trimestre 2024, qui porte son total à 301,6 millions en tout, confortant sa position de pionnier et leader de l'industrie du streaming. Le groupe californien enregistre de fortes croissances des abonnés depuis 2023, grâce au durcissement de sa politique sur le partage de mots de passe entre utilisateurs et au renforcement de sa programmation en direct, notamment dans le sport.

WWE, NFL et boxe

Pour les fêtes de fin d'année, la plateforme a diffusé en direct deux matchs de la ligue professionnelle de football américain NFL et un match de boxe entre le YouTubeur et apprenti boxeur Jake Paul et la légende des rings Mike Tyson. Elle a aussi sorti le 26 décembre la très attendue deuxième saison de Squid Games. Mais le nombre de nouveaux abonnements souscrits pour voir ces matchs ou la série phénomène sud-coréenne «ne représente qu'une petite minorité de l'acquisition totale de membres au cours du trimestre», a précisé Greg Peters, codirecteur général de l'entreprise, lors



d'une conférence pour les analystes. «C'est l'ensemble du service qui est à l'origine de l'augmentation que nous avons constatée ce trimestre», a-t-il insisté. Netflix a réalisé 10,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires trimestriel, en hausse de 16%, dont elle a dégagé 1,9 milliard de dollars de bénéfice net, deux résultats légèrement supérieurs aux attentes du marché. Son titre prenait plus de 14% lors des échanges électroniques après la clôture de la Bourse de New York.

Augmentation des prix

Malgré ses gains impressionnants de nouveaux abonnés, Netflix a indiqué au printemps qu'il ne divulguerait plus cet indicateur tous les trois mois, dès cette année, afin de se concentrer sur les mesures «d'engagement» de l'audience (temps passé à regarder des contenus). Pour les analystes, cela signifie que le groupe américain va mettre l'accent sur l'augmentation de ses revenus et

de ses marges. Il a commencé par augmenter ses prix aux États-Unis. La formule «Standard» coûte désormais 18 dollars au lieu de 15,50 et la formule moins chère avec de la publicité, lancée fin 2022, passe à 8 dollars par mois au lieu de 7. «Ce prix de départ nous semble vraiment accessible, quand on pense à tout le divertissement que cela représente», a déclaré Greg Peters. Netflix espère commencer à tirer des revenus significatifs de cet abonnement cette année. «Au quatrième trimestre, la formule avec des pubs a représenté plus de 55% des inscriptions dans les pays où cette formule existe», s'est félicité Greg Peters. «Nous avons doublé nos recettes publicitaires d'une année sur l'autre en 2024, et nous prévoyons de les doubler à nouveau cette année.» Pour convaincre les annonceurs et le public, l'entreprise parie notamment sur les émissions en direct, surtout sportives. Elle a passé en janvier 2024 un accord sur dix ans avec la ligue professionnelle américaine de catch WWE, moyennant 5 milliards de dollars, et elle a annoncé le mois dernier un contrat exclusif avec la Coupe du monde féminine de la FIFA.

Avec lematib.ch

Droits de douane

Donald Trump met la pression sur l'UE et la Chine

Pour le président Donald Trump, imposer des droits de douane à l'UE est le «seul moyen» pour les États-Unis «d'être traités correctement».

Les pays européens vont être soumis à des droits de douane, «seul moyen» pour les États-Unis «d'être traités correctement», a estimé mardi le président américain Donald Trump, ajoutant que les produits chinois seront taxés à 10% à compter du 1^{er} février. «L'UE est très mauvaise pour nous. Ils nous traitent très mal. Ils ne prennent pas nos voitures ou nos produits agricoles. En fait, ils ne prennent pas grand-chose», a déclaré le président américain, qui a ajouté: «donc ils sont bons pour des droits de douane». Interrogé par la presse à la Maison-Blanche, Donald Trump a également assuré que son gouvernement discutait «de 10% de droits de douane sur les produits chinois, car ils envoient du fentanyl au Mexique et au Canada», qui est au final consommé aux États-Unis. «C'est sans doute pour le 1^{er} février, c'est la date que nous regardons», a ajouté Donald Trump, ce qui correspond à la date annoncée la veille pour l'application de 25% de droits de douane sur les produits mexicains et canadiens.

L'UE prête à discuter

Financement

L'Australie investit 1,2 milliard d'euros pour produire un aluminium propre

Avec un plan de financement de 1,2 milliard d'euros, Canberra veut encourager les usines d'aluminium à utiliser de l'électricité renouvelable et à réduire leur empreinte carbone.

L'Australie sort le chèque pour décarboner son industrie. Canberra entend ainsi accélérer la transition écologique de son industrie de l'aluminium, qui consomme près de 10 % de l'électricité nationale et repose encore largement sur des centrales au charbon. Ce lundi, le Premier ministre, Anthony Albanese, a annoncé un plan de financement de 1,2 milliard d'euros destiné à soutenir les usines qui produiront de l'aluminium «propre», en utilisant des sources d'énergie renouvelable. «Le monde cherche de plus en plus à importer des métaux propres et fiables comme l'aluminium fabriqué en Australie», a-t-il déclaré. «Cela représente une énorme opportunité de croissance dans une économie mondiale qui se décarbonise.» Les entreprises concernées pourront réclamer une sub-



Présente au Forum économique de Davos (Suisse) mardi, la présidente de la Commission européenne (CE), Ursula von der Leyen, a assuré que l'Europe était prête à discuter avec le gouvernement américain, tout en rappelant que Washington était un partenaire commercial majeur. «Notre première priorité est d'entamer rapidement des discussions, sur nos intérêts communs et d'être prêts à négocier», a-t-elle assuré, «nous serons pragmatiques, mais nous resterons fermes sur nos principes: la défense de nos intérêts et le respect de nos valeurs. Mais elle a également tendu la main vers la Chine, rappelant que «l'Europe continuera à prôner la coopération, pas seulement avec nos amis de longue date (...) mais aussi avec tous les pays avec qui nous avons des intérêts communs.» «Le message que nous adressons au reste du monde est

simple: nous sommes prêts à engager un dialogue avec vous si cela peut conduire à des avantages réciproques», a-t-elle encore souligné, assurant vouloir «approfondir» la relation entre Bruxelles et Pékin.

Important déficit commercial

Durant sa campagne présidentielle, Donald Trump avait déjà dénoncé le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de l'UE, comparant le bloc à «une petite Chine», qui «profite» de la première puissance économique mondiale. «Nous avons un déficit commercial avec l'UE de 350 milliards de dollars», a-t-il insisté mardi, «la Chine est agressive, mais il n'y a pas que la Chine. D'autres pays sont aussi de grands agresseurs». Le déficit commercial américain dans ses échanges avec l'UE s'élevait en 2023 à 131 milliards de dollars, selon les données du représentant de la Maison-Blanche pour le Commerce (USTR) et se concentre principalement sur quatre pays, l'Allemagne, la France, l'Irlande et l'Italie.

Avec lematin.ch

Canada

Amazon ferme tous ses entrepôts au Québec

Le seul entrepôt syndiqué est concerné, mais le groupe nie que ce soit la cause. 2000 emplois sont supprimés.

Le géant américain du commerce en ligne Amazon va fermer au Canada tous ses entrepôts de la province du Québec, dont le premier à s'être syndiqué dans ce pays, et va supprimer près de 2000 emplois, a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué. Les sites québécois fermeront au cours des deux prochains mois, a indiqué à l'AFP Barbara Agrait, porte-parole d'Amazon. La société, qui exploite dans la province majoritairement francophone sept centres de tri et de distribution, a dit dans son communiqué avoir procédé récemment à un «examen» de ses activités québécoises. Le groupe a décidé, pour réduire ses coûts à long terme, de revenir à «un modèle de livraison par des tiers soutenu par de petites entreprises locales». Ce modèle est «similaire à celui que nous avons jusqu'en 2020», a souligné l'entreprise. Les



produits vendus seront emballés dans d'autres installations d'Amazon au Canada et expédiés à des tiers, qui les livreront ensuite aux clients au Québec.

Une décision «scandaleuse»

Le syndicat représentant les 300 travailleurs d'un entrepôt situé dans la région de Montréal, au Québec, a qualifié cette décision de «scandaleuse», ajoutant qu'«Amazon a tout fait pour empêcher la syndicalisation

de ses employés». En mai 2024, cet entrepôt est devenu le premier et le seul site d'Amazon au Canada à recevoir une accréditation syndicale. «Il ne fait aucun doute que les fermetures annoncées aujourd'hui relèvent d'une campagne antisyndicale», a insisté dans un communiqué Caroline Senneville, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Amazon, qui emploie 1700 salariés permanents et 250 saisonniers au Québec, soutient que cette décision, «qui n'a pas été prise à la légère», n'a pas de lien avec la syndicalisation du personnel. Les saisonniers seront payés jusqu'à la fin de leur contrat actuel, tandis que le personnel permanent recevra 14 semaines de salaire après la fermeture des installations ainsi que d'autres avantages, a précisé la porte-parole du groupe américain.

(afp)

Anti-VIH à action prolongée

L'ONUSIDA plaide pour un accès rapide des nouveaux traitements révolutionnaires

L'ONUSIDA a appelé, mardi, les dirigeants présents à Davos à s'engager en faveur d'un accès mondial rapide à de nouveaux médicaments révolutionnaires à longue durée d'action contre le VIH.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) demande aux entreprises pharmaceutiques de permettre l'accès aux nouveaux médicaments qui sauvent des vies et exhorte les sociétés pharmaceutiques à agir plus rapidement et à garantir « des prix abordables et la concurrence des génériques » sur le marché des nouveaux médicaments contre le VIH. Le Lénacavir, produit par Gilead Sciences, s'est avéré efficace à plus de 95 % pour prévenir le VIH avec seulement deux doses par an, et l'entreprise mène actuellement des essais sur des injections annuelles.

Des médicaments révolutionnaires pour endiguer les nouvelles infections

ViiV Healthcare propose le médicament injectable



Cabotegravir, administré une fois tous les deux mois pour prévenir le VIH, qui est déjà utilisé dans certains pays. Des anneaux vaginaux d'une durée d'un mois sont également utilisés. Des pilules et des anneaux vaginaux à plus longue durée d'action sont en cours d'essai. « Nous n'avons pas de problème avec le profit, mais nous ne tolérerons pas le profit », a déclaré Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA. « Ces nouvelles technologies nous offrent une réelle chance de mettre fin au sida d'ici 2030 ». Ces médicaments révolutionnaires à action prolongée pourraient endiguer les nou-

velles infections par le VIH et sont déjà utilisés pour supprimer le virus chez certaines personnes vivant avec le VIH. Mais leur potentiel ne pourra être exploité que si toutes les personnes susceptibles d'en bénéficier y ont accès.

Pour une hausse de la production des génériques

Gilead et ViiV ont accordé des licences de fabrication de génériques à un certain nombre de pays, ce qui mérite d'être salué, mais ils avancent trop lentement. Les génériques ne sont pas attendus avant l'année prochaine et de nombreux pays ont été laissés

de côté. La quasi-totalité de l'Amérique latine, région où les infections par le VIH sont en augmentation, a été exclue. En outre, pour couvrir l'ensemble du monde, Gilead n'a accordé de licence qu'à six entreprises pour la fabrication de versions génériques du médicament, sans aucun producteur en Afrique subsaharienne. Pour que ces médicaments soient largement



disponibles et abordables, il est nécessaire d'augmenter la production de génériques, insiste l'ONUSIDA. Gilead n'a pas annoncé de prix pour le lenacavir en prévention. Cependant, utilisé comme traitement aux États-Unis, le médicament peut coûter environ 40.000 dollars par an et par personne.

Seules 3,5 millions de personnes ont bénéficié d'une médecine préventive en 2023

Or une étude suggère que, si 10 millions de personnes sont touchées, les génériques pourraient ne coûter que 40 dollars par personne et par an, soit mille fois moins. À la fin de 2023, seules 3,5 millions de personnes ont eu recours à la prophylaxie pré-exposition. L'objectif de l'ONUSIDA est d'atteindre 10 millions de personnes bénéficiant d'une médecine préventive contre le VIH d'ici à la fin de 2025. Aujourd'hui, 30 millions des 40 millions

de personnes vivant avec le VIH bénéficient d'un traitement - un résultat énorme, mais longtemps attendu, qui a détruit des familles et coûté beaucoup trop de vies. « Bien que ces nouveaux médicaments ne constituent ni un remède ni un vaccin, ils pourraient enrayer la pandémie de VIH », a fait valoir la cheffe de l'ONUSIDA. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) ont récemment annoncé un accord visant à fournir du lénacavir à 2 millions de personnes au cours des trois prochaines années.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier Excellentes perspectives matérielles sous la protection de Mercure. Une transaction financière importante pourra être menée à bien. Vous ferez aussi de bons placements ou investissements.

Taureau Si vous n'avez pas vidé votre compte en banque pour des dépenses somptuaires, tout devrait bien aller côté finances cette fois. Vous pourriez même trouver des solutions afin d'améliorer à plus long terme votre gestion et vous garantir ainsi un meilleur équilibre budgétaire.

Gémeaux Evitez de prendre des risques excessifs dans le domaine pécuniaire. Mais rien ne vous empêchera d'effectuer des transactions financières profitables. Chance aux jeux accrue.

Cancer Journée favorable à la spéculation et aux placements. Mais si vous voulez miser gros, demandez l'avis d'un spécialiste en la matière, pour écarter tout risque de vous retrouver rapidement sur la paille. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Lion Cette position de Neptune pourra vous faire vivre dans un climat financier extrêmement confus. Soit vous aurez affaire à des personnes peu claires, soit vous verrez resurgir d'anciennes dettes ou litiges que vous pensiez réglés, soit encore c'est vous qui sèmerez la pagaille dans vos comptes en oubliant toute prudence !

Vierge Qui va lentement va sûrement. Voilà la devise que vous devriez avoir en tête cette fois. En effet, même si, actuellement, aucune planète n'influence les zones financières de votre thème et que votre situation pécuniaire ne semble donc pas s'améliorer, le temps va commencer à jouer pour vous. Tout cela grâce à l'arrivée de Jupiter dans votre Ciel. Jupiter est l'un des astres les plus favorables sur le plan financier. Vous pourrez lui faire entièrement confiance.

Balance Pluton, en vedette aujourd'hui, vous assistera dans la résolution d'un litige ou d'une procédure compliquée qui dure depuis longtemps. Vous obtiendrez les résultats que vous avez escomptés.

Scorpion Avec le Soleil culminant au milieu de votre Ciel, la chance en affaires devrait être au rendez-vous cette fois. Vous ne pourrez que réussir vos coups les plus audacieux. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation si vous voulez avoir les meilleures chances d'en profiter. En effet, "l'homme pressé cherche la porte et passe devant" (Goethe).

Sagittaire Saturne en cet aspect risque de faire peser certaines contraintes sur votre équilibre budgétaire. Par exemple, il pourra faire resurgir de vieilles dettes oubliées ou vous mettre face à une situation compliquée, voire confuse. Une priorité pour vous en sortir : essayez d'y voir clair et restez prudent.

Capricorne Vous aurez des problèmes matériels à résoudre, comme tout le monde ; mais ils seront sans gravité. D'ailleurs, en cette journée, vous aurez la possibilité de réaliser une opération des plus fructueuses. Avant la fin de la journée, quelques-uns d'entre vous obtiendront une substantielle prime quelconque. Voilà qui vous permettra d'améliorer sensiblement votre pouvoir d'achat.

Verseau Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas grand-chose à faire pour maintenir vos finances au beau fixe. Le prêt que vous sollicitiez depuis quelque temps sans succès vous sera enfin accordé, et de surcroît au meilleur taux du marché. C'est presque trop beau pour être vrai ; et pourtant, c'est ce qui vous attend. Tentez aussi votre chance au jeu.

Poisson Il est temps que vous vous montriez plus économe, sinon vous devrez constamment courir après votre budget. "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur). Cela dit, n'hésitez pas à vous payer un cours privé ou un stage onéreux pour parfaire ou améliorer vos qualifications professionnelles ; il s'agit là d'un investissement des plus profitables.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

Avis à manifestations d'intérêt Sélection de consultants individuels

Projet :	Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2
Source de financement :	Coopération suisse (DDC)
Méthode de sélection :	Sélection de Consultant (e) individuel (le)
Référence sélection :	ARAA/PACBAO2/2025/SCI/002
Objet :	Sélection d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e), Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO), phase 2.
Date de publication :	14 janvier 2025
Date de limite :	14 février 2025

1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) du Département Fédéral des Affaires Etrangères de la Suisse, dans la cadre de la mise en œuvre de la politique agricole régionale, l'ECOWAP 2025, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2. A cet effet, il est prévu la sélection **d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e)**.
2. Les termes de référence détaillés sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et peut être télécharger à travers le lien drive suivant : <https://bit.ly/404mxzM>
3. Les candidatures sont reçues au plus tard le **14 février 2025 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.
4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org , lbarnabo@araa.org , bkpessiglo@araa.org avec en objet « **SCI02-PACBAO2-Coordinateur** ».

Togo

89 candidats validés pour les élections sénatoriales

La Cour constitutionnelle a dévoilé, le 20 janvier 2025, la liste définitive des 89 candidats retenus pour les élections sénatoriales. Parmi les 92 candidatures transmises par la commission électorale nationale et indépendante (CENI), 78 proviennent de partis politiques et 11 sont indépendantes.

Ces élections, prévues pour le 15 février 2025, vont permettre d'élire 41 sénateurs pour représenter les 39 préfectures du pays. Les candidats disposent d'un délai de 48 heures pour s'acquitter de leur caution, fixée à 300 000 FCFA pour les hommes et 150 000 FCFA pour les femmes. Cette étape valide définitivement leur participation et marque le début d'une campagne électorale. Ces élections s'inscrivent dans le cadre de la 5e République, proclamée en 2024 après des réformes constitutionnelles controversées. Cette République a instauré un Sénat comme deuxième

chambre du Parlement, un mécanisme censé renforcer la représentativité territoriale et l'équilibre institutionnel. Les scrutins précédents, notamment les législatives et les municipales, ont souvent été marqués par des tensions, des accusations de fraude et un faible taux de participation, ce qui reflète une certaine désillusion des

citoyens envers le processus démocratique. Les 41 sénateurs élus auront pour mission de représenter les collectivités locales, ce qui pourrait permettre de mieux faire entendre les préoccupations des territoires ruraux souvent marginalisés dans les politiques nationales.

Hélène Martelot



Lacs / 2ème édition du concours d'art oratoire

Kodjo Yaveh Amenyaglo sacré champion

Kodjo Yaveh Amenyaglo, étudiant en troisième année de la faculté des droits de l'Université de Lomé a été sacré champion de la deuxième édition du concours d'art oratoire, prix Yvélines de la francophonie. C'était à l'issue de la grande finale tenue le mercredi 22 janvier à Aného.

Le champion a été suivi de Mlles Sephora Kamougé, développeuse des applications et Sylvie Ouedraogo, étudiante en journalisme classées respectivement 2ème et 3ème du concours. Ces lauréats ont reçu respectivement 500.000 F, 200.000F et 100.000F. Au total, dix candidats dont cinq togolais et cinq français ont pris part à cette grande finale. A travers des plaidoiries, les candidats ont abordé des thématiques d'actualité comme l'égalité de genre, le changement climatique et autres. Un jury, composé de quatre membres, s'est basé sur des critères comme la durée sur scène de 6 à 8 min, l'argumentation, l'éloquence et l'aisance, la prestation scénique, l'originalité du texte et l'audace pour départager les concurrents. Placé sous le thème « Genre et climat : défis et perspectives », ce concours est à l'actif du Département des Yvélines en collaboration avec l'Université de Versailles Saint-Quentin-en Yvélines (France) et la Haute école de technologies et de management des Lacs (HETML)



au Togo. L'objectif est de promouvoir la langue de Molière, l'acquisition des connaissances et du savoir-faire. Le concours se veut une plateforme pour les étudiants, de mieux appréhender le français et mettre en exergue leurs compétences et talents en art oratoire en vue de leur épanouissement. Il ambitionne également la promotion de la culture de l'excellence en art oratoire. Il s'agit aussi de susciter chez les jeunes l'esprit créatif des œuvres et de développer les talents à travers les plaidoiries. Le maire de la commune Lacs 1, Me Aquéréburu Coffi Alexis a exprimé sa reconnaissance aux partenaires pour leur accompagnement. « Le Dé-

partement des Yvélines avec qui nous sommes en train de construire le co-développement pour donner une nouvelle dimension à la coopération sud-nord », a-t-il indiqué. Il a félicité les concurrents qui ont fait preuve de leurs talents et compétences en conjuguant le verbe. Le directeur de la Maison des Yvélines, Egar Tohoué Gnon a témoigné sa gratitude au président du département des Yvélines, Pierre Bédier et au maire de Lacs 1 qui se sont mis ensemble pour aider à épanouir la jeunesse. Il a émis le vœu que cette initiative se perpétue en vue de développer des jeunes talents en art oratoire.

Avec ATOP/DK/GMM

Projet d'assistance alimentaire d'urgence

La Chine offre un 1er lot de 471 tonnes de riz au Togo

Le Togo a réceptionné, le jeudi 23 janvier à la direction régionale Maritime de l'Agence nationale de la sécurité alimentaire du Togo (ANSAT) de Lomé, un 1er lot de 471 tonnes de riz sur 2400 tonnes.

Le don s'inscrit dans le projet d'assistance alimentaire d'urgence pour le Togo. Il se situe également dans le cadre des relations de coopération qui existent entre la République Populaire de Chine et le Togo. Ce don alimentaire de 2400 tonnes de riz blanc d'une valeur de 20 millions de yuans Renminbi soit environ 1 milliard 732 millions FCFA est offert au Togo à travers ce projet d'assistance à l'issue du Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) des chefs d'Etats tenu à Beijing. Il sera réceptionné en quatre lots, notamment le 1er lot de 471 tonnes est arrivé à Lomé le 8 janvier dernier, soit environ 20% de la quantité totale. Le 2ème lot de 611 tonnes a déjà quitté la Chine le 11 janvier, le 3ème lot de 659 tonnes a aussi quitté la Chine le 17 janvier, et le 4ème lot de 659 tonnes sera acheminé vers le 26 février. L'objectif est de soutenir les actions du gouvernement du Togo en matière de sécurité alimentaire et de rendre davantage disponible et accessible les produits céréaliers surtout le riz en cette période marquée par la flambée des prix des produits de premières nécessités sur les marchés. La cérémonie de remise s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Chine Chao Weidong, du directeur général de



l'ANSAT, Col. Ouro Koura Agadazi, du directeur de cabinet du ministre en charge de l'Agriculture, Konlani Dindioque et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Afo Salifou. Elle a été marquée par la remise d'un cadeau, «pagne traditionnel» à l'ambassadeur et la remise officielle du don de riz blanc. Pour M. Afo salifou, ce don vient de réitérer l'engagement du gouvernement togolais, à renforcer les liens historiques et stratégiques qui unissent le Togo et la Chine dans une dynamique de confiance et de coopération mutuelle. «Ensemble, nous œuvrons à éradiquer la faim et la malnutrition en garantissant à tous un accès sûr, nutritif et suffisant à l'alimentation», a dit M. Afo. Il a exprimé la gratitude et la profonde reconnaissance au gouvernement chinois pour cette coopération fructueuse et cet appui inestimable qui contribue au mieux-être de la population togolaise. L'ambassadeur Chao Weidong a indiqué que le gouvernement togolais accorde une attention

particulière au bien-être de la population. C'est pourquoi, dit-il, la Chine est disposée à réorienter le partenariat sino-togolais vers le secteur social, pour apporter plus de bénéfices tangibles à la population. Il a relevé que par ce projet, la partie chinoise voudrait réaffirmer son engagement aux côtés de la partie togolaise pour lutter contre les défis et les incertitudes. «Nous souhaitons que ce don d'alimentation puisse soutenir le programme d'urgence pour la région des Savanes, qui vise à améliorer la résilience de la population au Nord du pays. Nous espérons sincèrement que dans le processus de modernisation, personne n'est laissé de côté», a manifesté l'ambassadeur. Il a réaffirmé que l'ambassade de Chine au Togo est prête à intensifier la collaboration avec les autorités togolaises pour mettre en œuvre les consensus entre les deux chefs d'Etat et les acquis fructueux du Sommet du FOCAC.

Avec ATOP/SED/GMM

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with multiple columns showing trade data for Togo in 2020, including exports and imports in USD, and a list of products with their respective values.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN